

Libye/Conférence de Palerme Les discussions se font en marge

AFP

Palerme/Libye

De fait, ce rendez-vous est boudé par le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est du pays, qui n'a assisté qu'à une réunion en présence du président du Conseil italien Giuseppe Conte.

LES acteurs principaux de la crise libyenne se sont retrouvés hier matin, en marge de la conférence sur la Libye à Palerme, boudée par le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est du pays.

Cette réunion, à laquelle a participé M. Haftar, selon un responsable italien, a eu lieu dans la matinée en présence du président du Conseil italien Giuseppe Conte.

Egalement présents, le président égyptien Abdel Fattah al Sissi, le chef du gouvernement d'union nationale (GNA) internationalement reconnu, Fayez al-Sarraj, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, le Premier ministre russe Dimitri Medvedev, le président tunisien Beji Caïd Essebsi, le Premier ministre algérien Ahmed Ouyahia, l'émissaire des Nations unies pour la Libye Ghasan Salamé et le président du Conseil européen Donald Tusk.

Le maréchal Haftar, qui a fait planer le suspense sur sa participation à ce ren-

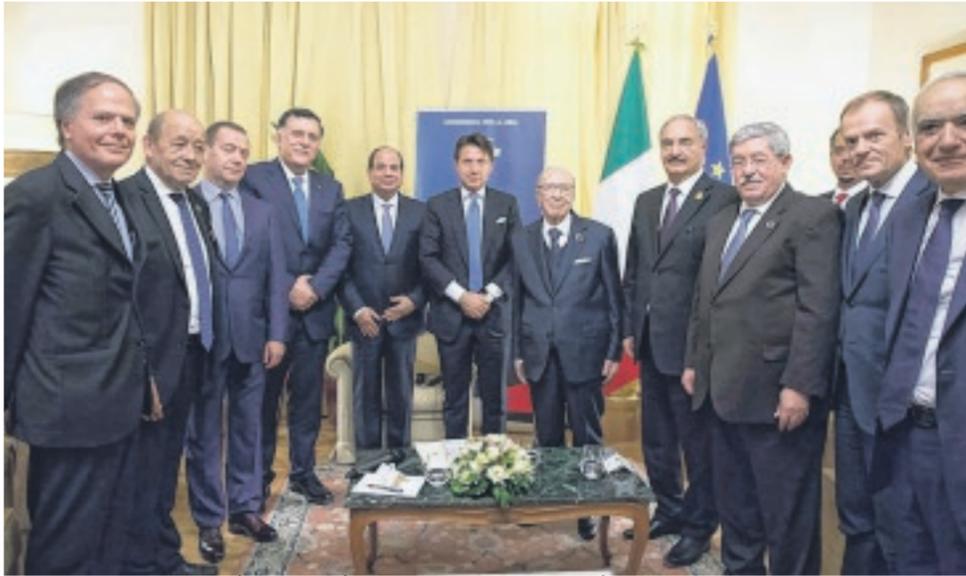


Photo : AFP

Les participants à la conférence de Palerme : dégager "une vision commune vis-à-vis du dossier libyen."

dez-vous en Sicile, a indiqué à cette occasion à M. al-Sarraj que sa démission n'était pas indispensable avant la tenue d'élections, selon un responsable italien. "Il n'est pas nécessaire de changer de cheval au milieu du gué", a-t-il dit, selon des propos rapportés par ce responsable.

M. Haftar, accueilli lundi soir par M. Conte à la Villa Igea, avait refusé de participer au dîner avant de faire savoir qu'il ne participerait pas à la session plénière de cette conférence qui devait s'ouvrir vers 11H00 (même heure au Gabon).

Dans son entourage on explique que ce militaire qui a fait de l'extrémisme islamiste sa bête noire refuse de s'asseoir avec certains des participants à la confé-

rence qu'il juge proche de cette mouvance.

"Haftar a fait le difficile comme il l'a fait plusieurs fois dans le passé (...). C'est une attitude à double tranchant car elle produit un effet sensationnel qui le met en valeur sur le moment, mais les interlocuteurs qu'il humilie ainsi s'en souviennent toujours", a jugé Jalel Harchaoui, spécialiste de la Libye à l'université Paris-VIII, interrogé par l'AFP.

Une dizaine de chefs d'Etat et de gouvernement participent à cette conférence, à laquelle ont été conviés une trentaine de pays dont l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie, le Maroc, la France, l'Allemagne, la Grèce, ou l'Espagne. L'Union européenne est représentée par Donald Tusk

et la cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini.

Côté libyen, outre MM. al-Sarraj et Haftar, sont également présents le président du Parlement, Aguila Salah, celui du Conseil d'Etat, équivalent d'une chambre haute à Tripoli, Khaled al-Mechri, ainsi que des représentants de certaines milices.

"DEPASSER L'IMPASSE"

Le gouvernement italien entendait faire de ce rendez-vous de Palerme, qui fait suite à la conférence de Paris sur la Libye en mai dernier, l'occasion pour la communauté internationale de resserrer les rangs derrière les Nations unies dont la feuille de route a été présentée jeudi dernier à New York par l'émissaire

de l'Onu pour la Libye, Ghasan Salamé.

En lever de rideau à cette conférence, des réunions axées sur la sécurité ont eu lieu lundi après-midi entre M. Conte et M. Salamé et des participants libyens.

La conférence de Palerme, minée par les tensions entre factions libyennes, l'est aussi par les divisions entre les différents pays qui s'intéressent de près à la Libye.

Dans une interview à l'AFP jeudi, M. al-Sarraj a ainsi souhaité que la conférence débouche sur "une vision commune vis-à-vis du dossier libyen", soulignant "la nécessité d'unifier les positions" de Paris et Rome.

Après la rencontre de Paris, Rome avait reproché à la France de vouloir faire cavalier seul sur la Libye, dirigée aujourd'hui par deux entités rivales : le GNA, issu d'un processus onusien, basé à Tripoli et une autorité installée dans l'Est soutenue par un Parlement élu en 2014 et une force armée dirigée par M. Haftar.

En mai, Paris avait fortement plaidé pour la tenue d'élections en décembre, rencontrant très vite le scepticisme côté italien, mais aussi côté américain. Des doutes partagés par M. Salamé qui a indiqué jeudi devant le Conseil de sécurité de l'Onu qu'une conférence nationale devrait se tenir début 2019, enterrant de facto la perspective d'élections avant la fin de l'année.

A travers le monde

• Etats-Unis/Diplomatie. Trump critique encore Macron

Le président américain Donald Trump a, une nouvelle fois, critiqué avec virulence hier la proposition d'Emmanuel Macron de créer une armée européenne, quelques jours après avoir jugé très "insultants" les propos de son homologue français – dont il a en outre raillé "la très faible cote de popularité" – sur la création d'une telle force militaire.

• Macédoine/Enquête. L'ex-Premier ministre recherché se trouve en Hongrie



Photo : AFP

L'ex-Premier ministre macédonien Nikola Gruevski, recherché par son pays pour y purger une peine de prison, a annoncé hier, sur son compte Facebook, être en Hongrie où il dit avoir demandé l'"asile politique".

• Proche-Orient/Conflit. Les groupes palestiniens annoncent un cessez-le-feu avec Israël

Les groupes palestiniens, dont le mouvement islamiste Hamas au pouvoir dans la bande de Gaza, ont annoncé hier soir un cessez-le-feu avec Israël conclu indirectement sur intercession égyptienne, et ont indiqué qu'ils s'y tiendraient si l'Etat hébreu le respecte également.

• Sri Lanka/Crise. La Cour suprême annule la dissolution du Parlement

La Cour suprême du Sri Lanka a annulé hier la dissolution du Parlement prononcée par le président Maithripala Sirisena, une décision qui était vue comme un passage en force dans la crise politique que traverse le pays.

• Yémen/Conflit. Accalmie apparente à Hodeïda

D'intenses efforts diplomatiques semblent avoir favorisé une accalmie au Yémen où la coalition sous commandement saoudien a accepté le principe d'une évacuation de rebelles Houthis blessés avant de possibles pourparlers de paix d'ici fin novembre en Suède, a indiqué Londres hier.

France/Attentats de novembre 2015

Trois ans après, hommage national aux victimes

AFP

Paris/France

UN hommage national a été rendu hier aux victimes des attaques du 13 novembre 2015 qui ont visé Paris et une ville voisine, avec un cortège reliant les six lieux des attentats jihadistes les plus meurtriers commis en France.

Ce soir-là, neuf hommes avaient attaqué en plusieurs points la capitale française et Saint-Denis, aux abords du Stade de France, à des terrasses de restaurants et dans la salle de concerts du Bataclan, faisant 130 morts et plus de 350 blessés. Le parcours commémoratif a débuté au Stade de France, au nord de Paris. En présence d'élus locaux et de victimes, le Premier ministre Edouard Philippe et le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, accompagnés notamment de la maire de Paris Anne Hidalgo, s'y sont recueillis avant de saluer la famille de



Photo : AFP

Le Premier ministre Edouard Philippe et la maire de Paris Anne Hidalgo se recueillant hier devant le restaurant La Belle Equipe, l'une des cibles des attentats du 13 novembre 2015 à Paris.

Manuel Dias, unique tué de cette attaque initiale.

Sa fille Sophie en a profité pour dénoncer auprès du Premier ministre le "parcours du combattant" imposé par le fonds d'indemnisation des victimes (FGTI), a-t-elle indiqué à l'AFP : "Rien ne nous est épargné trois ans après. C'est lamentable".

Pour la première fois, le président de la République n'assistait pas à ces cérémonies. "Le 13 novembre est entré dans la mémoire de la Nation

tout entière, là où se tiennent chacune des victimes. Nous ne les oublierons jamais : elles nous rappellent la force de ce qui nous tient ensemble et qui ne peut être détruit", a écrit Emmanuel Macron sur Twitter.

Après le Stade de France, le cortège a ensuite rallié les terrasses des bars et restaurants visés par les fusillades. Le parcours s'est achevé devant le Bataclan. Avant un dépôt de gerbes, les noms des "90 vies fau-

chées en ces lieux" ont été égrenés devant les nombreux membres du gouvernement, policiers, secouristes, victimes, proches de victimes et plusieurs centaines d'anonymes rassemblés dans un silence pesant.

Les trois fils de Marilyn et Jacky Le Guen étaient au Bataclan ce soir-là. Renaud, l'aîné de 29 ans, n'a pas échappé de la tuerie. "Les commémorations, c'estangoissant et on a envie de venir

aussi. C'est la première pour moi, ça représente beaucoup pour nous", a dit M. Le Guen à l'AFP. "Renaud on y pense au quotidien, matin, midi et soir".

Le mois de novembre reste une période compliquée pour de nombreuses victimes et leurs proches. Certains se terrent chez eux, d'autres fuient Paris. D'autres encore se font fort de célébrer la vie et se retrouvent dans un bar.

"Vous ne vous en remettez jamais. C'est pas une longue maladie, même si la finalité est la même : l'absence de la personne aimée. Mais on l'a tué. C'est injuste", confie Aurore Bonnet, dont le mari Emmanuel a été tué au Bataclan.

Selon des enquêtes menées 6 et 18 mois après les faits auprès de 190 civils (otages, blessés, témoins, proches des victimes) et rendues publiques hier, 18% de la population exposée aux attentats de janvier 2015 souffrait d'"état de stress post-traumatique" (ESPT) et 20% de troubles dépressifs ou anxieux.